



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
UID37/41 Cité administrative - Porte J
34 avenue du Maréchal Maunoury BP 60723
41007 Blois

Blois, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VAL DE LOIRE GRANULATS

Le Dolin - Le Bout de la Vallée Poiriou
41330 Averdon

Références : 41-2025-00649
Code AIOT : 0010003244

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2025 dans l'établissement VAL DE LOIRE GRANULATS implanté Le Dolin - Le Bout de la Vallée Poiriou 41330 Averdon. L'inspection a été annoncée le 26/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VAL DE LOIRE GRANULATS
- Le Dolin - Le Bout de la Vallée Poiriou 41330 Averdon
- Code AIOT : 0010003244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située sur le territoire de la commune d'AVERDON, lieu dit « Le Bout de la Vallée Poiriou ».

Il s'agit d'une carrière de calcaire à ciel ouvert, dont la superficie totale, autorisée par l'arrêté préfectoral du 2 mai 2016 complété par l'APC du 7 juillet 2025, est de 45 ha 41 a 64 ca pour une superficie totale exploitable de 27 ha 46 a 94 ca .

- La production maximale autorisée est de 350 000 tonnes par an, avec une moyenne annuelle de 180 000 tonnes ;
- Les matériaux subissent une opération de concassage et de criblage sur une installation de 760 kW de puissance installée ;
- La station de transit permet le stockage et la vente sur une surface de 35 000 m²;
- Le remblaiement sera partiel et pourra accueillir des déchets inertes et types "3+";
- La carrière es équipée de 6 piézomètres et d'un forage afin de surveiller la nappe et permettre un prélèvement inférieur à 6 500 m³/an.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance de l'exploitation (Extraction)	Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 2.3.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
3	Identification / publicité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Situation admin	Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 1.2.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Exploitation : extraction à sec	Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 2.3.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	15 jours
10	Acoustique	Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 9.2.7.1	/	Demande d'action corrective	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Rapport de fin de travaux de forage	Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 9.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Aménagement t paysager	Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 2.4.2	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 4.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
4	Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Sans objet
6	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 1	/	Sans objet
8	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 2.4.3.4	/	Sans objet
9	Registres et plans des carrière à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet
13	Exploitation : Extraction en gradins	Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 2.3.4.2	/	Sans objet
14	Exploitation :	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	Abattage à l'explosif	du 02/05/2016, article 2.3.4.3		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'exploitation (Extraction)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 2.3.4
Thème(s) : Situation administrative, Plan de phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 14/12/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 29 août 2025, il a été constaté par l'inspection que le plan de phasage n'était pas respecté. L'ordre des phases a été bouleversé par le maintien du forage agricole sur la parcelle (contenu dans l'emprise ICPE) et en réponse aux plaintes (à la suite de la CLCS de 2019) induites par les tirs de mines.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas son plan de phasage.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p> <p>Cf TABLEAU dans AP.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.</p> <p>L'utilisation d'eau pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés d'arrosage des pistes et des stocks de produits ou de déchets non dangereux inertes, etc. Afin de limiter le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible.</p> <p>Les eaux d'arrosage des pistes non revêtues et les eaux d'arrosage des stockages sont réutilisées chaque fois que possible.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 août 2025, un nouvel arrêté de prescriptions complémentaires n°41-2025-04-07-00004 du 7 avril 2025 était applicable au site. Cet arrêté prévoit au sein de son article 1er, l'augmentation du volume d'eau autorisé en prélèvement dans la nappe des calcaires de Beauce de 1 000 m³/an à un maximum de 6 500 m³/an. Cette modification avait été demandée le 20/11/2019.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection que la consommation d'eau sur le forage autorisé de la carrière est :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour l'année 2024 de 5666 m³; • pour l'année 2025 (arrêté au 01/08/2025) de 1846 m³. <p>Pas d'écart constaté</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Identification / publicité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Identification / publicité
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Lors de l'inspection du 29 aout 2025, il a été constaté par l'inspection le non affichage de l'arrêté de prescriptions complémentaires n°41-2025-04-07-00004 du 7 avril 2025 modifiant l'autorisation du site. L'exploitant ne dispose pas d'un affichage de son autorisation à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : Lors de l'inspection du 29 aout 2025, il a été constaté par l'inspection au niveau de l'entrée du

site, une clôture et un grillage de part et d'autre du portail d'accès. Tous ces équipements étaient en bon état.
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Situation admin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Situation de l'établissement
Prescription contrôlée : L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 454 164 m2 pour une surface exploitable de 274 694 m2 et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées). La liste des parcelles est la suivante : Renouvellement : Section ZM (4 - 5 - 8 - 9- 10 -11 -12 - 13 - 14 - 15 - 16 - 17 - 18 - 19 - 20 - 21 - 23 - 39) Extension : section ZM (3 - 4 -31 - 44 - 38) et ZN (18 -19 - 20 - 60) elles sont toutes sur la commune d'Averdon (41)
Constats : Lors de l'inspection du 29 aout 2025, il a été constaté par l'inspection que les identifiants des parcelles constituant l'emprise ICPE de l'installation avaient changé. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un justificatif de déclaration à l'inspection des installations classées du changement de dénomination des parcelles constituant l'emprise ICPE de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Nature des modifications
Prescription contrôlée : La société VAL DE LOIRE GRANULATS, autorisée à exploiter la carrière de calcaire sur le territoire

<p>de la commune d'Averdon au lieu-dit « Le Bout de la Vallée Poiriou » par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2016 susvisé, est autorisée à modifier les conditions d'exploitation des installations conformément aux éléments contenus dans ses dossiers de demandes déposés en préfecture de Loir-et-Cher, sous réserve du strict respect des dispositions ci-après.</p> <p>Les modifications des conditions d'exploitation concernent :</p> <p>[...]</p> <p>- L'augmentation du volume d'eau autorisé en prélèvement dans la nappe des calcaires de Beauce de 1 000 m³/an à 6 500 m³/an (Article 4.1.1 de l'arrêté du 2 mai 2016) ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 août 2025, il a été constaté par l'inspection que la consommation d'eau du forage pour l'exercice 2024 était de 5666 m³.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Exploitation : extraction à sec

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 2.3.4.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Extraction à sec</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.3.4.1. Extraction à sec</p> <p>Le carreau de la carrière a pour cote minimale 97 m NGF au droit de la partie Sud-Ouest de l'extension, et de 98 mn NGF au droit des parcelles en renouvellement et de la partie Nord de l'extension.</p> <p>Le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 1 m NGF au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 août 2025, il a été constaté par l'inspection que sur le plan d'exploitation de janvier 2025 des cotes de fond d'extraction étaient inférieures à la cote minimale de 97 m.NGF notamment sur les parcelles ZN18, ZN19 et ZM89 à proximité du chemin rural .</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le site ne bénéficie pas d'une cote de fond unique mais que la cote varie (CF article contrôlé) et que les cotes de fond d'extraction doivent être au minimum de 97 m.NGF et qu'elles doivent être également à 1 m au dessus des PHEC de la nappe souterraine surveillée par les piézomètres.</p> <p>En complément d'information :</p> <p>Dans le dossier d'autorisation déposé en 2015, le calcul de la cote de fond d'extraction s'est appuyé sur les piézomètres 1, 2 et 3 et estimée pour le 5. Les PHEC de ces piézomètres étaient identifiées lors du relevé de mai 2001 (PHEC de PZ1 : 96.38 m.NGF ; de PZ2 : 96.44 m.NGF ; de PZ3 : 96.58 m.NGF ; de PZ5 : 95.98 m.NGF (estimée)). Il est à noter que l'autosurveillance du</p>

piézomètre n°1 (situé en position centrale de la carrière et qui est à environ 100m à l'Est ou les non-respects de la cote de fond ont été constatés, avait relevé en décembre 2024, un niveau d'eau de 96.82 m.NGF. L'exploitant a informé l'inspection qu'il n'y avait pas eu de mise à nu de la nappe lors de cette période.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il se doit de respecter les cotes de fond d'extraction définies dans l'article 2.3.4.1 de l'autorisation préfectorale du 2 mai 2016. En outre il est invité à proposer à l'inspection un outil permettant de respecter cette variation de cote de fond (exemple : en définissant "*une cote de fond unique globale respectant le mètre au dessus du toit de la nappe*" ou "*un modèle numérique de terrain représentant la variation de cette cote de fond d'extraction*") par le biais d'un porter à connaissance.

L'exploitant n'a pas respecté la cote minimale de fond d'extraction sur plusieurs parcelles et n'a pas été en mesure de justifier du respect de la surcote de 1 m par rapport au PHEC de la nappe surveillée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 2.4.3.4

Thème(s) : Situation administrative, Procédure d'acceptation préalable

Prescription contrôlée :

L'exploitant de la carrière met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation, a minima :

le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;

le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;

le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;

l'origine des déchets ;

le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence (en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ;

la quantité de déchets concernée en tonnes ;

le traitement et/ou les opérations réalisés sur les déchets ;

la valeur des paramètres du contenu total et les résultats des tests de lixiviation effectués en application de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014.

<p>L'exploitant s'assure que les déchets sont conformes à l'article 2.4.3.2 du présent arrêté et qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable.</p> <p>Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis sur l'installation.</p> <p>La durée de validité du document est d'un an au maximum.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection qu'une procédure d'acceptation des déchets a été réalisée par le groupe et mise en œuvre sur la carrière de VLG Averdon.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Registres et plans des carrière à ciel ouvert

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans des carrière à ciel ouvert</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Registres et plans de carrières à ciel ouvert</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a reçu en février 2025 le plan d'exploitation pour l'année 2024 ainsi que l'état d'avancement de la carrière en date du 2 janvier 2025.</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à faire apparaître sur ce plan, la ou les phase (s) en cours d'exploitation ainsi que la cote de fond d'extraction autorisée.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Acoustique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 9.2.7.1</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Acoustique
Prescription contrôlée : Article 9.2.7.1. Mesures périodiques Les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivants la notification du présent arrêté ; puis, la fréquence des mesures est annuelle. Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.
Constats : Lors de l'inspection du 29 août 2025, il a été constaté par l'inspection qu'une mesure acoustique a été réalisée en juin 2025. L'exploitant informe l'inspection que la carrière a fait l'objet d'une plainte sur le bruit (notée sur le registre de la carrière) et que des mesures correctives ont été mises en œuvre courant août 2025. Un extrait du registre a été transmis par mail. A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis la mesure acoustique. A la lecture du rapport de mesure, l'inspection a identifié la présence d'une non-conformité (émergence sonore mesurée de 16 dB au lieu des 5 dB autorisés) sur la ZER A et de l'absence de commentaire sur cette non-conformité (un commentaire était présent concernant la ZER B). L'exploitant est invité à commenter cette non-conformité et à prévoir les mesures correctives afin d'y remédier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 11 : Rapport de fin de travaux de forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 9.2
Thème(s) : Situation administrative, Rapport de fin de travaux
Prescription contrôlée : CHAPITRE 9.2 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance [...] ARTICLE 9.2.2, - PRÉLÈVEMENTS D'EAU [...] Article 9.2.5.2. Réalisation des piézomètres Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R 214-1 du code de l'environnement. [...] Dans un délai de deux mois maximum suivant la réalisation de l'ouvrage, l'exploitant transmet au Préfet et à l'inspection des installations classées, le rapport de fin de travaux tel que prévu à l'article 10 de l'arrêté susvisé. [...]

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 aout 2025, il a été constaté l'absence de rapport de fin de travaux concernant le forage de prélèvement et les piézomètres.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'un rapport de fin de travaux des forages.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Aménagement paysager

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 2.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement paysager</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 2.4.2, - REMISE EN ÉTAT COORDONNÉE A L'EXPLOITATION</p> <p>[...]</p> <p>En particulier elle comprend :</p> <p>[...]</p> <p>- la mise en place d'un merlon paysager au nord de l'emprise du site dans la première année suivant la signature de l'arrêté préfectoral,</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 aout 2025, il a été constaté par l'inspection que le merlon de terre au nord du site (devant être réalisé dès la première année d'activité, à savoir sur l'année 2017) était en cours de finalisation.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection que l'aménagement arbustif du merlon existant sera mis en œuvre en novembre 2025 et que la partie de merlon restant à créer sera achevée avant la fin d'année 2025 et que son aménagement arbustif sera réalisé en novembre 2026.</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé le merlon ni son aménagement arbustif dans les délais prévus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.</p>

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Exploitation : Extraction en gradins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 2.3.4.2
Thème(s) : Situation administrative, Extraction en gradins
Prescription contrôlée : Article 2.3.4.2. Extraction en gradins La hauteur de chaque gradin n'excède pas 15 m. La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.
Constats : Lors de l'inspection du 29 aout 2025, l'exploitant informe l'inspection que la hauteur des gradins (ou front d'abatage) oscillent entre 8 et 12 m. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Exploitation : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 2.3.4.3
Thème(s) : Situation administrative, Abattage à l'explosif
Prescription contrôlée : Article 2.3.4.3. Abattage à l'explosif L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables. La présence de matières dangereuses explosives est interdite sur l'ensemble du site.
Constats : Lors de l'inspection du 29 aout 2025, il a été constaté que le plan de tir n'était plus à jour. L'exploitant informe l'inspection qu'il a évolué au regard des plaintes occasionnées par les tirs précédents.

Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite